

CONDITIONS DE RENAISSANCE DE LA CITE

La ville est malade. Malade fonctionnellement. Plus activement, les techniciens de la circulation et du génie civil s'acharnent-ils à élargir ses artères, plus activement les voitures s'y engouffrent-elles, dévorant l'espace et bousculant les hommes. A peine les gabarits des quartiers centraux sont-ils surhaussés, qu'une pression spéculative nouvelle se fait jour, toujours plus agressive et triomphaliste. Secoués par cette montée infernale de mégalomanie, les spécialistes de l'urbanisme s'évertuent à traiter au jour le jour des problèmes fonctionnels, souvent antagoniques qui s'accumulent et s'amplifient. En fait, ils se rendent compte que leurs efforts ne les libèrent pas de la fatalité qui les condamne à ne sortir d'un déséquilibre que pour tomber dans un autre: à peine le problème de l'implantation de nouveaux bureaux est-il résolu que celui de la circulation et du parcage devient catastrophique; puis, à peine celui-ci est-il à son tour péniblement traité, que c'est toute l'habitabilité du centre urbain qui devrait être revue, souvent alors, il est trop tard. La plupart des cités européennes ont vécu de pareils processus. Beaucoup d'autres le subissent encore. Le fait même d'organiser une campagne en faveur de la renaissance de la cité le confirme péremptoirement: la ville est fonctionnellement malade.

La question fondamentale est, dès lors, de poser un diagnostic aussi lucide, impartial et complet que possible sur cette mystérieuse maladie afin de la combattre, non pas au niveau de ses symptômes périphériques, mais bien au sein de sa nature même. Plus précisément, la «renaissance de la cité» peut-elle se concevoir comme une opération technique de caractère strictement fonctionnel ou, au contraire doit-elle prioritairement être envisagée à un niveau plus global? Autrement dit, quelles sont les conditions prioritaires à l'amélioration fonctionnelle de la ville?

Cette interrogation est loin d'être platonique, car il serait désastreux que nous nous leurrions sur la nature de l'action à entreprendre pour que renaisse la Cité. C'est donc avec le souci constant d'y apporter quelques éléments de réponse que j'ai orienté mon rapport.



Avant



Après

Fig. Rue du Gouvernement à Mons

PRISE DE CONSCIENCE

Poser un diagnostic objectif dans une matière aussi complexe n'est guère aisé. Des «a priori» idéologiques faussent souvent le jugement, d'autant plus facilement d'ailleurs qu'on en reste d'habitude dans le domaine de l'abstraction. Dès lors, la simulation du processus prévisible de développement urbain est sans doute la méthode d'analyse la mieux adaptée dans la mesure où elle est appliquée à des situations concrètes suffisamment limitées et où elle rend compte non seulement des données statistiques, mais aussi des mentalités et des rapports de force de tous les intervenants. Il s'agit en quelque sorte de transposer dans le domaine urbanistique les méthodes scientifiques de vieillissement accéléré.

La plus remarquable des simulations de ce genre a sans doute été expérimentée, il y a une dizaine d'années déjà, à l'Université de Montréal. Depuis lors, sous toutes sortes de formes, de pareilles expériences ont été tentées dans de nombreuses villes européennes, mais l'originalité et la justesse de cette «première mondiale» méritent d'être souvent rappelées. Il s'agissait de décortiquer les mécanismes de la décision urbanistique grâce à un «jeu urbain». Au cours de celui-ci, chaque étudiant a été chargé de tenir un rôle. La première opération a consisté à rassembler tous les documents disponibles sur un quartier de la ville: relevés cadastraux, données statistiques diverses, enquêtes sociales, études économiques et commerciales, etc... Puis, les rôles ont été distribués: un maire, un porte-parole de l'opposition politique, un représentant des commerçants,... Finalement, les syndicats, les promoteurs, les industriels, les architectes, les notaires, les groupes de pression, les urbanistes de la ville avaient chacun leur héraut. Durant un mois, en continuant à accumuler les informations, les «acteurs» se sont efforcés de se mettre dans la peau de leur personnage. La plupart ont expérimenté, grâce à une certaine dose d'amabilité amusée, le genre de vie de ceux-ci. Puis, le jeu commença. Il dura deux jours entiers. Dans l'excitation, les tractations immobilières commencèrent entre tous les personnages intervenant dans la transformation urbaine: un industriel recherche une possibilité d'extension pour son entreprise. Il convoite le terrain adjacent, mais celui-ci intéresse aussi un promoteur privé pour la construction d'appartements. Les prix montent. Sous la pression des syndicats, le maire accepte de céder le jardin communal contigu pour l'extension industrielle souhaitée. Le quartier se transforme. Ces modifications en provoquent d'autres. De nouveaux axes de circulation sont créés. Bref, dans un laps de temps écourté, tout ce petit monde grouille, achète, exploite, construit suivant les impératifs les plus pressants... Simultanément, les opérations réalisées sont reportées sur le plan du quartier et les arguments qui ont prévalu à chaque niveau de décision sont enregistrés. Ainsi, l'évolution de l'environnement urbain peut être suivie, les rapports de force

évalués... Le bilan est alors dressé. Deux traits se dégagent de celui-ci:

1. dans nos sociétés industrielles occidentales, la décision traduit moins la volonté délibérée de l'un ou l'autre des partenaires qu'un certain hasard assimilable à une improvisation incohérente;
2. néanmoins, s'il fallait dégager les facteurs d'influence les plus déterminants, la recherche du profit immédiat et la surchauffe spéculative sur les valeurs foncières se retrouveraient en première ligne.

Cette simulation ne fait d'ailleurs que confirmer ce que nous enseigne l'observation régulière des transforma-

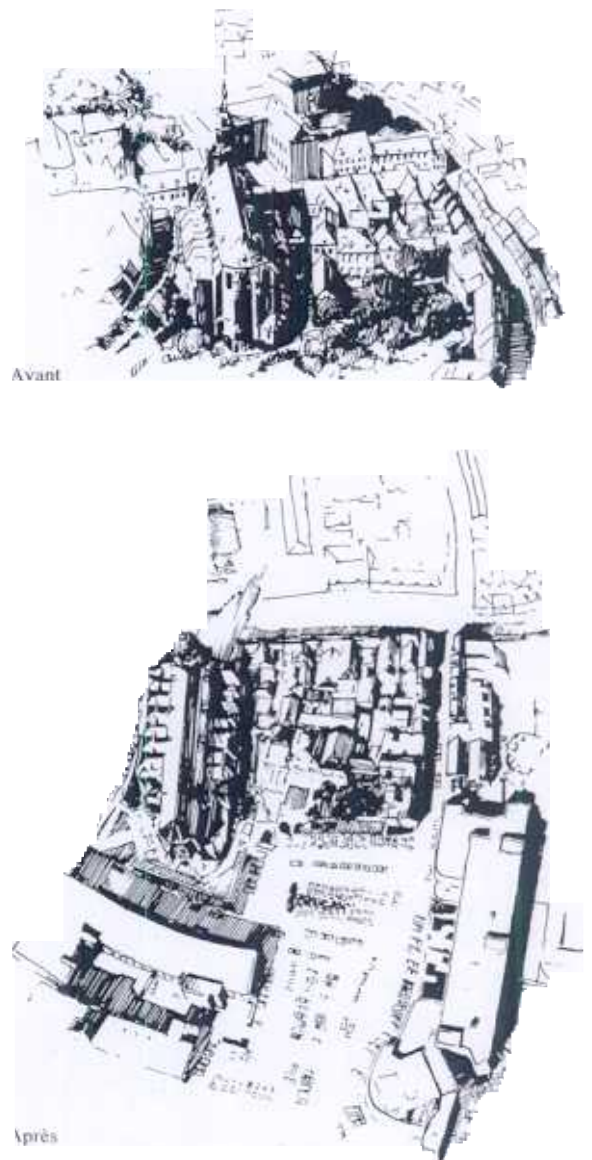


Fig. 2. Le quartier situé derrière l'Eglise Ste-Elisabeth

tions urbaines qui nous environnent; et, puisqu'il n'est guère de meilleures leçons que celles des événements vécus, je rappellerai quelques opérations urbanistiques qui, depuis une décennie, ont influencé ma ville, celle de Mons.

La plus spectaculaire et la plus irréparable des déchirures dans le tissu urbain montois s'est perpétrée dans le quartier situé derrière l'église Ste-Elisabeth. Toute une zone constituée d'un habitat de qualité a été complètement dénaturée et déstructurée en vue d'y implanter plusieurs groupements de bureaux administratifs. Cette opération, en prélevant toute une zone complexe et néanmoins homogène, composée de volumes et d'espaces intégrés à la structure morphologique du centre urbain, est littéralement assimilable à une cancérisation: tout un réseau harmonieusement greffé au cœur de la cité est brutalement remplacé par des corps étrangers dont l'assimilation au tissu est impossible et qui, à tout moment, risquent de proliférer.

Une telle opération, dont il est loisible à chacun d'évaluer la nocivité, suit parfaitement le mécanisme décisionnel évoqué dans le jeu urbain.

Le sort de la rue de la Grande Triperie, sans conteste moins grave, a été scellé, en 1968, par l'illusion d'un profit plantureux, lors de l'implantation du Shape à la périphérie de Mons. Le Grand Hôtel, trop grand pour la rue, le fut aussi pour son promoteur: la faillite était au rendez-vous. Méfait de la spéculation et de la boulimie.

Qui pourra jamais mesurer avec justesse l'influence de la végétation sur l'environnement urbain? Beaucoup



Pendant



Après

Fig. 3. Le sort de la rue de La Grande Triperie



Avant

de Montois se souviennent avec nostalgie de l'exceptionnelle couronne d'arbres qui ornait les boulevards de Mons. Accueil majestueux pour le visiteur, irremplaçable contrepoint face à l'essor de la circulation. Depuis que les hauts platanes du boulevard Dolez ont été abattus faisant place à quelques squelettiques poteaux de béton, le regard mesure l'avilissement d'un site autrefois si remarquable. Les raisons, bien sûr, ne manquèrent pas pour légitimer cette décision. Mais personne ne l'a réellement voulue. Manifestement, les priorités, tacitement acceptées par la majorité des ci-



Avant



Après

Fig. 4 - Influence de la végétation sur l'environnement urbain

toyens, étaient orientées par des préoccupations pragmatiques très éloignées de la sauvegarde de quelques arbres. Mépris de la végétation. Méfait résultant d'une absence de vision à long terme et du cloisonnement des décisions.

Que dire d'une publicité envahissante, vulgaire et finalement stupide. Non qu'il faille l'éliminer, mais la maîtriser, la coordonner, en tirer parti pour la faire participer au rayonnement et à l'attraction de la ville. Il y a quelques siècles, paraît-il, les commerçants de la Grand'Place de Mons devaient repeindre leurs châssis de fenêtres tous les deux ans, d'un ton identique. Face à cette tradition perdue, que de méfaits dus à l'excès publicitaire, à l'exotisme imbécile et à l'individualisme incontrôlé.

Pour rompre avec ces habitudes dont chacun peut mesurer la nocivité vis-à-vis de la qualité de vie urbaine, la première tâche à laquelle les autorités locales et leurs conseillers urbanistiques pourraient utilement s'atteler serait d'analyser et d'évaluer très objectivement, sous tous leurs aspects, les conséquences des opérations urbanistiques datant d'une décennie. Un tel examen ne pourrait être que salutaire car il permettrait de saisir combien diverses et inattendues peuvent être les implications à long terme de tout projet urbanistique et où se situent les plus grands dangers pour la vie

urbaine: hyperconcentrations, zones unifonctionnelles, démolitions abusives, dépeuplement urbain, ruptures d'échelle, excès des circulations, difficultés accumulées dans les cheminements piétonniers, dégradation de la végétation, vulgarité publicitaire... La réflexion porterait ensuite sur ce qu'il aurait fallu faire pour que, dans chacun de ces cas, soient prises des décisions plus conformes à la substance et à l'homogénéité urbaines, plus conscientes des richesses d'un environnement façonné par les siècles, plus respectueuses de l'intérêt des habitants et de la collectivité, bref plus soucieuses de la qualité de vie. En fait, c'est un nouvel équilibre qu'il faut rechercher en réinjectant, à chaque étape du processus de développement urbain, des critères ignorés volontairement ou non et en revalorisant des facteurs de qualité de l'environnement manifestement sous-estimés.

Nous en concluons que la première condition d'amélioration fonctionnelle de la cité est de prendre conscience le plus concrètement possible des causes réelles de la dégradation urbaine.

PRIORITE A LA CONCERTATION

Mais, bien saisir les mécanismes du développement urbain ne suffit pas. Il faut passer de la compréhension intellectuelle au consensus populaire. En effet, le raisonnement, issu de l'analyse critique des expériences urbanistiques récentes, influence bien entendu quelques spécialistes mais reste, malgré tout, impuissant tant qu'il n'a pas conditionné le réflexe spontané et irraisonné du plus grand nombre, tant qu'il n'a pas forgé une conviction collective si puissante que les justifications apparaissent presque superflues.

Car, quelque soit l'opinion des technocrates sur ce point, je reste convaincu que l'urbanisme n'est finalement que l'image fidèle et globalisée de la société. Mieux que tout autre interprète, il en traduit les traits dominants directement soumis aux comportements et aux mentalités: à société mercantile, urbanisme mercantile; à société harmonieuse, urbanisme harmonieux. Aussi, pour être efficace, l'objectif final, est, au-delà de la transformation des raisonnements, d'aboutir à un changement des mentalités. C'est donc autant par la sensibilité que par l'intelligence que le message doit être propagé car ce sont les attitudes morales, bien davantage que les réflexions intellectuelles, qui sont décisives. A l'intuition et à la règle collective qui furent les bases de nos cités, nous croyons avoir substitué le raisonnement. C'est cependant de conditionnements plus profonds que dépendent la plupart des décisions urbanistiques.

Prenons un exemple: dans nos pays de stagnation démographique, chacun sait que l'objectif prioritaire pour les autorités locales devrait être de rechercher, non la croissance du nombre de leurs administrés, — politique qui ne devrait d'ailleurs réussir qu'au détriment des entités voisines —, mais bien l'amélioration

qualitative du cadre de vie. Dans de nombreux congrès, de telles idées ont été développées et ont recueilli l'assentiment unanime. Et, néanmoins, chaque jour et sous toutes les latitudes, des décisions sont prises en opposition flagrante avec cette nouvelle orientation idéologique. Certes, l'inadaptation des dispositions administratives et financières aux nouvelles circonstances ne peut être négligée dans l'explication du phénomène. Mais, plus fondamentalement, je pense que les réflexes immédiats, traduisant une pulsion irraisonnée vers l'accroissement quantitatif sous toutes ses formes, constituent des obstacles majeurs au changement que la raison souhaite. Ma conviction, selon laquelle l'amélioration fonctionnelle de la cité est étroitement liée au changement des mentalités, se trouve confortée par l'évolution urbanistique de deux villes belges : Bruges et Mons. Manifestement, l'une en Flandre l'autre en Wallonie, se distinguent des cités voisines par une amélioration sensible et progressive de leur cadre urbain. Mais, tout aussi manifestement, l'une et l'autre se sont signalées plus tôt et plus intensément que les autres par le regain d'attachement populaire à l'égard de leur patrimoine architectural.

A titre d'exemples négatifs d'aménagement, j'ai puisé mes illustrations dans la ville de Mons. Au moment de choisir des exemples de revirement urbanistique, je me dois, en toute justice, de m'y cantonner à nouveau. Avec comme toile de fond la prise de conscience universelle des problèmes de l'environnement, des articles de presse indignés ont souvent été les aiguillons nécessaires au réveil des consciences et à la constitution d'associations de sauvegarde du patrimoine. Tout se passe comme si des villes s'estompaient sous l'agitation quotidienne. Cette léthargie n'est heureusement pas toujours permanente. Quelqu'événement fortuit peut fort bien la réveiller. A Mons, en tous cas, un article de l'académicien Charles Bertin, paru en 1968, a piqué au vif quantité d'habitants. En voici quelques extraits :

« Il était une fois à l'orée de la Belgique, sur la route qui unit Paris à Bruxelles, une vieille et noble cité qui

tenait de sa colline toute vêtue de clochers et de maisons, le nom de Mons. Les siècles, l'ardeur intelligente de ses habitants et le bon goût de ses édiles l'avaient lentement parée de mille trésors. Privée de la prospérité économique tapageuse qui éclaboussait d'autres villes de la province, elle avait su faire de l'esprit sa meilleure richesse. Multipliant ses écoles, veillant à la beauté de ses édifices religieux et civils, disposant au pied de son « château » demeures harmonieuses et jardins profonds, tirant avantage du site particulier où elle est bâtie et jouant avec art de la courbe et de la pente de ses rues, elle était devenue tout au long du temps une de ces rares cités préservées des atteintes de la laideur qui semblent des îles suspendues dans le courant des siècles et qui enchantent le promeneur par leur climat de discrétion et de secret. Il n'y fallait qu'un peu d'attention intelligente, un effort mesuré, le minimum de respect qu'on est censé nourrir à l'égard de ses propres biens, le souci d'entretenir et de restaurer correctement ce qui doit l'être, la volonté de ne point enlaidir un merveilleux patrimoine urbain par des constructions sans style, sans invention et sans esprit. C'est-à-dire, en somme, l'orgueil élémentaire de demeurer digne de son passé. C'est vraiment peu de chose. Pour ceux qui se font une certaine conception de l'honneur des hommes, cela paraît même aller de soi. Mais, dans un monde où la bêtise, le mauvais goût et l'affairisme sont les principes qui nous gouvernent, dans un monde bouleversé par la passion du bénéfice immédiat et le culte sordide de l'efficace, il semble que ce soit une tâche insurmontable. Quand je retourne à Mons, je suis consterné. A chaque passage, je découvre une plaie nouvelle, une nouvelle monstruosité architecturale... ».

A travers ce texte sensible et révolté, je vous avoue percevoir l'attitude essentielle de l'urbaniste au service de la « renaissance de la cité » : attention intelligente, effort mesuré, minimum de respect, bref orgueil élémentaire de demeurer digne de son passé. De son côté, l'opinion publique fut frappée : ce pamphlet était trop cruellement vrai et opportun pour laisser indiffé-



Fig. 5 - Silhouette de Mons

rent. Nombreux furent les Montois qui se sentirent responsables devant l'histoire du choix urbanistique, à la fois imminent et difficile, dont dépendrait à jamais la physionomie de la ville. L'association « Sauvegarde et avenir de Mons » était née, sous l'impulsion d'hommes et de femmes issus d'horizons sociaux et professionnels très différents. La diversité des raisons qui ont déterminé les uns et les autres à adhérer à un tel groupement en fait évidemment la richesse et la crédibilité. Par contre, ce pluralisme a nécessité de consacrer beaucoup de temps à la confrontation et à l'harmonisation des opinions avant que ne se dessine une doctrine globale et cohérente.

Depuis lors, plusieurs expositions ont été organisées en vue de sensibiliser l'ensemble de la population montoise à son patrimoine architectural. L'une d'elles, « Mons hier, aujourd'hui, demain », où étaient présentées des alternatives d'aménagement sous forme de perspectives et de maquettes, connut un afflux de visiteurs sans précédent dans les annales du Musée des Beaux-Arts.

Mais, l'aventure urbanistique montoise a tout spécialement été marquée par un colloque organisé en 1972 avec la collaboration de la Maison de la Culture. Tous les soirs, durant une semaine, s'est noué un dialogue animé, constructif et ouvert entre simples citoyens. La préparation des débats avait été confiée aux organisations locales les plus qualifiées: Jeune Chambre Economique, association de commerçants, cercles culturels, ... La dernière séance qui avait pour thème « Mons en question » a permis de mettre en évidence la complémentarité et la cohérence des diverses lignes de force qui s'étaient imposées à l'issue de chaque débat spécifique: rôle de Mons dans sa région, vocation de son commerce, mise en valeur de son patrimoine, amélioration de la circulation urbaine. Bien plus, il apparut à chacun des participants que ces conclusions pouvaient constituer une étape importante dans l'établissement d'une véritable doctrine d'aménagement de Mons.

Le document final prit la forme d'une « Charte urbaine » qui fut remise aux autorités communales. Cette charte se fonde essentiellement sur les principes élémentaires suivants:

1. Démocratisation de l'urbanisation:
 - sensibiliser et informer la population,
 - organiser la consultation et la participation.
2. Fonctions urbaines:
 - promouvoir l'habitat urbain pour toutes les catégories sociales,
 - privilégier les fonctions d'échange et d'animation urbaines,
 - éviter les hyperconcentrations et les fonctions exclusives.
3. Formes urbaines:
 - sauvegarder l'échelle, le caractère et la structure du centre,

- reverdir la ville (parcs publics et intérieurs d'îlots),
- coordonner la publicité.

4. Circulations urbaines:

- éloigner la circulation de transit,
- établir, par phases, un noyau piétonnier intégré au schéma de circulation et à l'implantation des parkings.

Un tel document me paraît indispensable dans la mesure où l'objectif est de faire correspondre le plus fidèlement possible les options d'aménagement non seulement aux besoins, mais aux aspirations de l'ensemble des habitants. En l'absence de toute référence de cette nature, l'urbaniste est singulièrement démuné et il risque de succomber aux tentations utopiques. Pour s'en convaincre, comment ne pas se rappeler les résultats souvent décevants de concours internationaux d'urbanisme ayant pour thème la restructuration urbaine? Je me souviens plus spécialement de l'un d'eux mais, par discrétion, je tairai le nom de la ville concernée. Les documents statistiques et iconographiques avaient été minutieusement préparés. D'impressionnantes séries de données chiffrées relatives à la démographie régionale et à la problématique des divers secteurs économiques avaient été rassemblées. Le dossier de base du concours semblait un exemple de précision et de rigueur, aucun effort n'ayant été épargné de manière à le rendre aussi complet que possible. Il en était devenu presque surabondant. Durant quelques mois, sur la base de ce merveilleux ensemble de renseignements, des dizaines de bureaux d'urbanisme, parmi les plus prestigieux, dispersés aux quatre coins du monde, ont travaillé dans la fièvre bien connue de telles occasions. L'éventail des solutions proposées fut à la mesure de la dispersion géographique des équipes participantes. Certes, l'originalité était au rendez-vous. Elle fut d'ailleurs récompensée dans l'effervescence utopique caractéristique qui règne au sein des jurys de pareils concours. Mais, à la réflexion, que de talents galvaudés et d'heures de travail inutiles. Exception faite de quelques projets sensibles, dont la discrétion fut mal récompensée, les options d'aménagement se situaient à l'opposé du plus élémentaire bon sens. Mais, ce qui est plus grave, elles avaient complètement ignoré les aspirations des citoyens directement concernés: un seul élément manquait à l'édifice, mais sa seule absence en compromettrait tout l'intérêt. Loin de moi l'idée de renoncer à l'imagination mais l'essentiel est de l'orienter dans le créneau où elle puisse vraiment jouer son rôle novateur au service d'une société faite d'hommes et de femmes que personne n'a le droit de déporter dans un environnement imaginaire.

La Charte européenne du patrimoine architectural avait très justement mis en relief cette indispensable prise en compte de la « dimension participative » dans le processus urbanistique. « L'information du public doit être d'autant plus développée que les citoyens ont

le droit de participer aux décisions concernant leur cadre de vie». Les conditions nécessaires à une participation efficace des citoyens aux transformations de leur milieu de vie ne sont pas encore clairement perçues. Le dialogue est souvent difficile car il réunit des personnes mal préparées à une réflexion sereine, diversément informées et, souvent même, conditionnées sottement. Mais la difficulté de cette participation ne remet pas en cause sa nécessité. Tant que l'action en vue de la Renaissance de la Cité n'est pas solidaire, tant qu'une telle perspective ne rassemble pas l'opinion d'un grand nombre, de l'architecte à l'employé des postes et de l'épicière au maçon, l'amélioration du cadre urbain risque de ne rester qu'un rêve fugace.

En bref, la deuxième condition d'amélioration fonctionnelle de la cité est d'entraîner le plus directement possible les habitants dans le processus de rénovation.

SAGESSE DES URBANISTES

Paradoxalement, ce sont sans doute les spécialistes de l'aménagement, de l'économiste à l'ingénieur, qui ont le plus de mal à s'adapter à l'orientation nouvelle. Vous m'excuserez d'adopter provisoirement la caricature cinglante pour stigmatiser certaines déviations. Cette figure de style ne vise à blesser quiconque mais à expliquer le paradoxe. L'économiste d'abord. Apôtre de l'avenir, son obsession est de s'en tenir à la croissance comme thermomètre du bonheur. En se référant au produit national brut, toute opération pouvant être comptabilisée est souhaitable quelle qu'en soit l'utilité, fut-ce même au détriment du patrimoine. Le long terme est systématiquement sacrifié à la rentabilité immédiate. L'urbaniste ensuite, multiple dans ses tendances. Du côté de l'utopie, l'Exalté de la ville de «l'avenir» en croix, en pyramides ou en hyperboloïdes; du côté du modernisme fonctionnel, le Maniaque des alignements droits, supervisant de très haut de minuscules maquettes inspirées de compositions de Mondrian; du côté de l'administration, le Fanatique du règlement dont la sensibilité s'est ratatinée au rythme des alinéas jaunissés; et aussi du côté des affaires, le Résigné du compromis qui se contente de traduire techniquement des décisions dont les prémisses restent parfois mystérieuses. L'ingénieur du génie civil enfin, Esprit discipliné, parfait exécutant, il se fie aveuglément à la toute puissance de son Corps d'Etat et à l'irréductibilité des normes. Sa formation à la rigueur scientifique semble le rendre sourd à tout facteur non directement quantifiable. Volontairement schématique et, dès lors, à bien des égards injuste, cette image déformée du monde technocratique permet néanmoins d'en saisir plus aisément certaines tendances que les spécificités de formation et de mission peuvent expliquer.

Arrêtons-nous davantage sur le cas de l'urbaniste qui reste professionnellement l'interlocuteur privilégié et le principal responsable de la renaissance de la cité.

Quatre facteurs nouveaux peuvent et doivent réorienter son attitude: une nouvelle définition des fonctions urbaines, une plus grande ouverture aux sciences humaines, une meilleure appréciation des compositions traditionnelles et, enfin, une recherche obstinée de l'échelle juste.

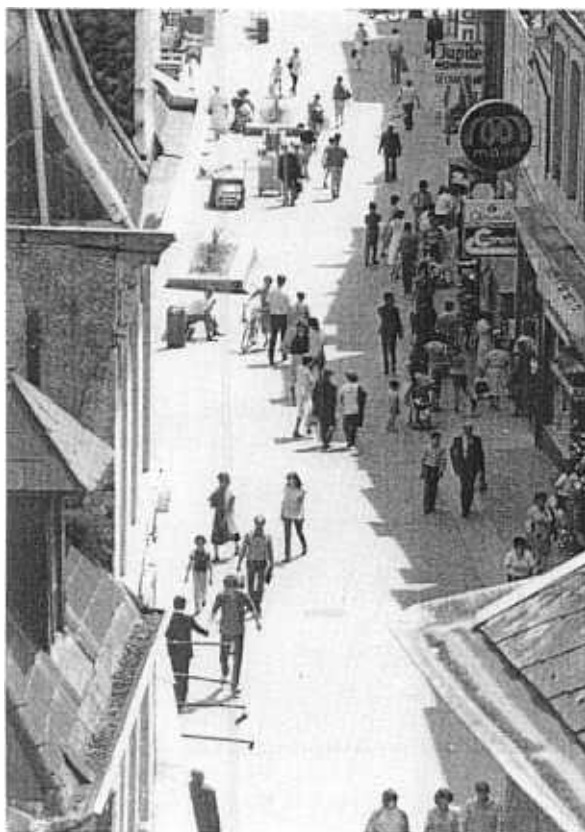
La première qui s'est révélée à la réflexion des urbanistes, c'est bien entendu celle de la circulation: l'adaptation du territoire aux contraintes des nouveaux systèmes de transport. «L'urbanisme ne s'est attaqué jusqu'ici qu'à un seul problème, celui de la circulation», écrivait Le Corbusier dans la «Charte d'Athènes». «C'est là, poursuivait-il, une voie étroite et insuffisante de la mission qui lui est dévolue. L'urbanisme a quatre fonctions principales qui sont: premièrement, d'assurer aux hommes des logements sains, c'est-à-dire des lieux où l'espace, l'air pur et le soleil — ces trois conditions essentielles de la nature — soient largement assurés; deuxièmement, d'organiser les lieux du travail de façon à ce qu'au lieu d'être un assujettissement pénible, celui-ci reprenne son caractère de naturelle activité humaine; troisièmement, de prévoir les installations nécessaires à la bonne utilisation des heures libres, les rendant bienfaisantes et fécondes; quatrièmement, d'établir la liaison entre ces diverses organisations par un réseau circulaire assurant les échanges tout en respectant les prérogatives de chacune». Pour lui, ces quatre fonctions sont les quatre clés de l'urbanisme. La deuxième étape était franchie. Depuis lors, limitant ces idées à la sécheresse de leur énoncé — habitat, industrie, loisirs —, la pratique du zonage s'est superposée aux tracés des circulations. Les fonctions se sont quelque peu affînées grâce à l'adoption de quelques définitions supplémentaires dans la légende des plans, mais la méthode «fonctionnaliste» n'a guère évolué. Certains ont mis leur espoir dans de grandes théories spatio-économiques, parfois très élaborées dans le domaine mathématique. Mais, objectivement, celles-ci se sont avérées à ce point tributaires de données incontrôlables et subjectives que leur application concrète reste douteuse. Le temps est venu, me semble-t-il, tout en ne niant pas la nécessité de prévoir pour chaque groupe de fonctions les aires d'implantation les plus favorables, de dépasser ce niveau élémentaire de l'urbanisme. Le temps est venu de comprendre que la ville assume des fonctions d'un tout autre ordre. Ce n'est donc pas l'abandon de la théorie fonctionnaliste que je vous propose, mais sa révision et son élargissement. Car, la fonction la plus spécifique de la ville n'est-elle pas, avant toute autre, d'avoir la faculté de sceller en un tout, dense et complexe, la plus grande diversité possible de fonctions élémentaires, d'être une structure d'accueil exerçant un tel pouvoir d'attraction symbolique et culturel qu'elle puisse intégrer les inévitables contradictions de la vie. L'image urbaine, définie par Kevyn Lynch, est l'une des facettes de cette fonction prépondérante dont l'urbaniste est le gardien privilégié. Cette thèse est à mettre en parallèle

de la réflexion d'André Chastel au sujet des petites villes: « Quand on parcourt ces petits organismes urbains, l'imbrication et l'équilibre des fonctions sautent aux yeux, non leur seul agencement dans l'espace, mais leur lien assuré entre tous les membres et leur profonde solidarité » !

Considérer la mission de l'urbaniste, non pas au niveau de l'implantation des fonctions, mais bien à celui de leur cohérence et de leur équilibre, lui demander d'être soucieux davantage du tissu d'accueil et de la symbolique urbaine que du zonage, c'est lui demander d'être ouvert à la complexité et aux contradictions humaines, c'est le sortir des certitudes du quantifiable et lui faire subir les anxiétés du qualitatif. C'est donc lui demander d'être un sage à l'écoute de la nature humaine.

Outre l'adoption d'un nouvel objectif fonctionnel et une plus grande sensibilité psycho-sociale, deux autres facteurs doivent réorienter l'attitude de l'urbaniste soucieux de la renaissance de sa cité: une réévaluation du patrimoine urbanistique et un nouveau sens de la mesure. Globalisons-les.

Une rue piétonnière à Mon:



L'examen critique, même sommaire, des habitudes prises dans les deux décennies passées peut nous amener à comprendre la nécessité de cette nouvelle orientation. D'ailleurs, un faisceau d'événements internationaux, conduisant au renchérissement des matières premières et spécialement à celui des ressources énergétiques, joue incontestablement un rôle d'aiguillon qui met brusquement en lumière l'extrême fragilité des dogmes économiques de notre société. Il est ainsi subitement apparu que les indicateurs économétriques les plus couramment utilisés étaient tout à fait ambigus, voire arbitraires puisqu'ils ne pouvaient tenir compte du prélèvement ni sur la nature, ni sur le patrimoine. Les indices de croissance s'en trouvent, dès lors, « écologiquement » tout à fait faussés: n'est-il pas absurde que la destruction de tous les monuments classés d'un pays représenterait une augmentation substantielle du produit national, comptabilisée sur la base des salaires octroyés aux ouvriers chargés de cette funeste opération ?

A ces réflexions se superposent d'autres aussi troublantes. La volonté d'augmenter sans cesse le niveau de production implique le renouvellement accéléré des biens industriels consommés. Le tribut en est une diminution accrue de la durabilité par abaissement de la qualité intrinsèque du produit ou par raccourcissement artificiel de la période de son « actualisation » commerciale. De telles pratiques ne sont, en fait, que des habitudes de gaspillage infantile que le bon sens le plus élémentaire réprouve et que, de toutes façons, les impératifs actuels de restriction énergétique nous imposent d'abandonner. Bref une nouvelle orientation éthique s'élabore inexorablement comme alternative à la croissance industrielle incontrôlée et l'urbaniste est aux avant-postes. Sa mission est de la concrétiser aussi rapidement que possible dans les plans d'aménagement. A titre d'exemple, dans cette lutte contre le gaspillage énergétique, l'éparpillement en lotissements dispersés, dilapidant l'espace rural, allongeant les trajets socio-économiques et multipliant les réseaux d'infrastructure, doit être freiné systématiquement. Déjà, d'ailleurs, la majoration du coût des transports commence à réorienter l'habitat vers les centres urbains. Le facteur énergétique contribue donc, pour sa part, à l'accélération du processus de restructuration des zones urbaines dégradées et de réaffectation d'immeubles dont la fonction originelle ne s'adapte plus aux besoins actuels.

Cette nouvelle orientation d'esprit conduit à mettre à l'honneur la durabilité et la qualité, à tenir compte des coûts écologiques réels de chaque opération et à préconiser le recyclage, l'adaptation et le réaménagement. Elle se méfie du gigantisme en cherchant pour chaque projet, pour chaque tâche et pour chaque équipe, l'échelle juste, raisonnable et adaptée aux objectifs poursuivis. Elle est à la recherche de ce que Schumacher, dans son remarquable ouvrage « Small is beautiful », appelle une « technologie intermédiaire ».



Fig. 7 - Rénovation de la Rue du Parc (Arch.: Groupe D.F.G.)

une « technologie à visage humain ». Elle ouvre des perspectives exaltantes à ceux qui, face à la mégalomanie et à la dépersonnalisation, gardent jalousement le goût de l'initiative, de la responsabilité, de la créativité et de la qualité du travail. Vous saisissez, bien entendu, les extraordinaires retombées de ce changement d'attitude sur la pratique de rénovation urbaine.

Ainsi, la troisième condition d'amélioration fonctionnelle de la cité dépend de la sagesse des urbanistes : qu'ils soient conscients de leur rôle de gardiens anxieux, attentifs et incorruptibles du tissu social complexe de la ville; qu'ils agissent en serviteurs fidèles de l'image urbaine, de sa cohérence, de sa force et de son originalité; qu'ils soient conscients enfin que la volonté de réutiliser judicieusement le patrimoine architectural et le souci de retrouver « l'échelle juste » pour toute opération nouvelle, loin d'être démodés, correspondent parfaitement à une évolution souhaitable de notre société.

TALENT DES ARCHITECTES

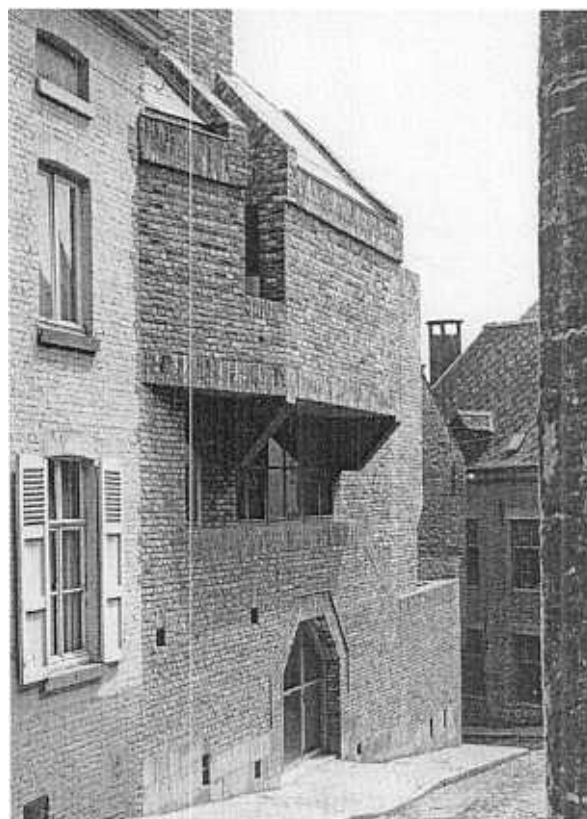
Enfin, je ne peux m'empêcher, au terme de cette analyse des conditions fondamentales pour un renouveau de la

cité, d'évoquer le rôle et la responsabilité de celui qui, au bout de la chaîne, matérialise l'idée urbanistique : l'architecte soumis à la tension constante d'être à la fois « poète et professionnel ».

Il faut savoir qu'aucun règlement n'a jamais permis de produire une architecture de qualité. La sensibilité, la créativité pour tout dire le talent de cet ultime intervenant restera, quoiqu'on en dise, prépondérant. De son imagination surgira la banalité et l'ennui ou, au contraire, la qualité et l'enchantement.

Face à l'environnement existant auquel il sera de plus en plus confronté, il s'agit pour lui de retrouver un langage perdu, non pour le reproduire servilement, mais afin de le réinterpréter et de l'actualiser : une telle démarche exige, il faut le savoir, des recherches patientes et spécialisées où rien n'est laissé au hasard d'une inspiration vagabonde. Car il s'agit de rechercher une qualité authentique et concrète jusque dans ses moindres détails, à partir des matériaux et de leur discipline spécifique. Recherche anxieuse, combative, libre, rétive aux réglementations tatillonnes ou superficielles. Recherche intériorisée dans laquelle la réflexion sur le geste de l'artisan et la remise en cause des normes économico-industrielles restent constantes et sans a priori. Assimili-

Fig. 8 - Un exemple concret d'intégration (architecte Godart)



lation au travail de l'artisan « concepteur et réalisateur », voué à la recherche d'un langage contemporain dégagé de faux critères qui ne poussent qu'à l'affrontement, mais engagé dans la continuité de l'invention.

Vous saisissez dès lors combien la responsabilité de l'architecte est engagée dans le processus de rénovation urbaine. Vous saisissez aussi, en filigrane, la responsabilité, à vrai dire plus fondamentale, de ceux dont la mission est de désigner les hommes capables de mener pareille tâche: qu'ils le fassent sans esprit partisan, re-

jetant les intérêts parasites pour se concentrer sur les seuls critères de qualité professionnelle.

La quatrième et ultime condition d'amélioration fonctionnelle de la cité est donc de choisir et d'encourager les architectes susceptibles d'apporter cette synthèse de respect et d'inspiration, clé d'une renaissance de la cité exaltante et superbe.

Jean BARTHELEMY

Professeur à la Faculté
Polytechnique de Mons,
Président d'ICOMOS - WALLONIE.

SUMMARY

Can « the rebirth of the city » be conceived of as a technical operation purely functional in character or must it, on the contrary, be primarily envisaged as something more all-embracing? In other words, what are the basic conditions for the practical improvement of our urban surroundings?

A study of concrete examples will show that town-planning decisions reflect less a deliberate choice on the part of one or other of those who are directly involved than a somewhat accidental occurrence or rambling improvisation dominated above all by the search for immediate advantage. The accumulation of such incoherent choices, influenced as they are by constantly changing pressures and short-lived opportunisms, finally leads to the paralysis of the town, accentuating its lack of balance and increasing its degree of dehumanization. In view of the large number of people who, at so many different levels, have a share in the responsibility for such deterioration, it is clear that a transformation of town-planning practice is impossible without prior general awareness of what has been happening.

What needs, in fact, to be created is a new sort of harmony deriving from the re-introduction, at each stage in the process of urban development, of criteria hitherto neglected, voluntarily or otherwise, and from the return to favour of factors whose value has clearly been underestimated and which give the environment its quality.

But an accurate understanding of the mechanisms of urban development is not enough, and abstract comprehension must be followed by a consensus in public opinion. This means that changes in ways of thinking must be a prelude to actual changes in mentality; for we

feel we have now substituted rational thought for the intuition and collective rules on the basis of which our cities used to be built. However, most town-planning decisions are dependent on factors which are more fundamental still.

The European Charter of the Architectural Heritage very rightly brought out the need for a "participatory dimension" in the town-planning process.

Paradoxically enough, it is doubtless the planning and development specialists — the economists just as much as the engineers — who have the greatest difficulty in adapting themselves to this new approach. Four new factors, in particular, can and must serve to modify the whole attitude of the town-planner, namely, a new definition of the function of the town, a broader understanding of the social sciences, a judicious appreciation of traditional layouts, and, lastly, an obstinate determination to find exactly the right scale. Hence what must be advocated is not abandonment of the functionalist theory but a re-examination and broadening of that theory. The most specific function of a town, after all, is to weld together into a dense and complex whole the widest possible diversity of elementary functions — to provide a structure for the reception of all comers exercising so strong a symbolic and cultural magnetism as to incorporate and mutually harmonize life's inevitable contradictions.

And the architect, increasingly faced with the problem of handling the existent environment, must recover a language which has been lost, not for purposes of slavish imitation, but in order to re-interpret it and bring it up to date.

Before

After

Fig. 1. - Rue du Gouvernement, Mons.

Before

Fig. 2. - The district lying behind the Church of St. Elizabeth

After

Before

During the work

After

Fig. 3. - Solution adopted for the Rue de la Grande Triperie.

Before

After

Fig. 4. Influence of vegetation on the urban environment.

Fig. 5. Skyline of Mons.

Fig. 6. Pedestrian way in Mons.

Fig. 7. Renovation of the Rue du Parc (Arch.: D.F.G. Group)

Fig. 8. A concrete case of integrated work.

RESUMEN

¿Es que el «Renacimiento de la Ciudad» se puede concebir como operación técnica de carácter strictamente funcional o, al contrario, es que prioritariamente debe ser enfocada a un nivel más global? ¿O, por mejor decir, cuales son las condiciones prioritarias para mejorar las condiciones funcionales de la población?

El análisis de casos concretos demuestra que le decisión urbanística traduce menos una voluntad deliberada por los protagonistas y más una cierta casualidad asimilable a una improvisación incoherente especialmente sometida a la necesidad de un provecho inmediato. La acumulación de esas opciones desordenadas, sometidas a presiones aleatorias y a oportunismos efimeros atrae la asfixia de la ciudad y acentúa sus desequilibrios y agrava su inhumanización.

Dado el numero considerable de personas que, en múltiples niveles, se reparten la responsabilidad de esta degradación, es necesario que haya una toma de conciencia general del fenómeno en tanto que una condición previa indispensable para llegar a la transformación de la práctica urbanística.

De hecho, es una nueva armonía que hay que crear reintroduciendo, en cada etapa del proceso del desarrollo urbano, criterios ignorados voluntariamente, o no, revalorizando así los factores de cualidad del ambiente que aparentemente son menoscabados

Pero, bien comprender los mecanismos del desarrollo no basta, hay que pasar de la comprensión intelectual al consentimiento popular de manera que, a más de la transformación del razonamiento, se llegue al cambio

de las mentes. Porque, a la intuición y a la regla colectiva, que fueron a la base de nuestras ciudades, creemos haber substituido la razón. Por lo tanto, son condiciones más profundas las que dictan casi todas las decisiones urbanísticas.

La Carta europea del patrimonio de arquitectura habia, con mucha razón, puesto en relieve la indispensable tomada en cuenta de la «dimensión participativa» en el proceso urbanístico.

En paradoja, sin duda son los especialistas de la ordenación, del economista al ingeniero, los que tienen más pena en adaptarse a la orientación nueva. Quatro factores nuevos pueden y deben dar nueva orientación a la actitud del urbanista: una nueva definición de las funciones urbanas, una apertura más grande hacia las ciencias humanas, una apreciación más juiciosa de las composiciones tradicionales; y, enfin, llegar con ahinco a determinar una escala que sea ajustada. No es pues que se tenga que abandonar la teoría funcionalista, pero que hay que revisarla y ensanchar su empate. Porque, ante todo, la función específica de una población debe ser: el tener la facultad de prescintar, en un conjunto denso y complejo, las más grandes diversidades posibles de funciones elementales y de ser una estructura de acogida que ejercite tal poder poder atractivo cultural y simbólico que integre las inevitables contradicciones de la vida.

Por fin, el arquitecto, frente al ambiente existente al cual sera cada vez más afrentado, debiera sentir de nuevo un lenguaje perdido, no para reproducirlo servilmente, pero para reinterpretarlo y actualizarlo.

Antes

Después

Fig. 1. - Calle du Gouvernement, en Mons.

Antes

Fig. 2. - El barrio situado detrás de la iglesia S. Elisabeth.

Después

Antes

Durante

Después

Fig. 3. - Destino de la calle de la Grande Triperie.

Antes

Después

Fig. 4. - Influencia de la vegetación sobre el ambiente urbano.

Fig. 5. - Silueta de Mons.

Fig. 6. - Calle de peatones, en Mons.

Fig. 7. - Renovación de la calle du Parc (Arcq.: Grupo D.F.G.).

Fig. 8. - Ejemplo concreto de integración (Arquitecto Godart).